



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du préfet
SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE E.R.P./I.G.H.**

Tours, le 06/02/2025

SDIS/Service Prévention

IP/ED/AL/PVE/D-2024-007986

SC7

Affaire suivie par :

Lieutenant PERRUDIN Olivier

**PROCÈS-VERBAL DE RÉUNION
DE LA SOUS-COMMISSION**

**Numéro d'ordre : SCE250627
Numéro : E-139-00003-000**

1 OBJET : ÉTUDE SUR DOSSIER

(articles L143-1, R143-22 et R122-10 et suivants du code de la construction et de l'habitation)

1.1 Établissement :

Centre hospitalier de Luynes
AVENUE DU CLOS MIGNOT
LUYNES

1.2 Référence :

Dossier AT 037 139 24 U0003 reçu le 16/12/2024
Transmis par : Mairie de LUYNES

1.3 Description des travaux envisagés :

Le présent dossier concerne une extension avec une réorganisation de l'unité PHENIX. Cette unité, sécurisée et composée de 30 lits, est dédiée à des personnes âgées désorientées. Dans le cadre de la restructuration de cette unité, il est prévu de scinder cette unité en deux parties distinctes :

- une unité U.H.R. (Unité d'Hébergement Renforcé),
- une unité U.P.A.D. (Unité pour Personnes Agées Désorientées).

Les deux unités conserveront la même capacité de résidents, répartis comme suit : 14 lits pour l'U.H.R. et 16 lits pour l'U.P.A.D.

L'extension à simple rez-de-chaussée aura sa structure stable au feu une heure, alors que sa toiture sera stable au feu ½ heure.

La distribution intérieure respectera le cloisonnement traditionnel avec des parois coupe-feu une heure et des portes pare-flammes ½ heures entre les locaux et les circulations.

Les portes de recoupement à fermeture automatique seront asservies à la détection automatique d'incendie et seront de degré pare-flammes ½ heure.

L'U.P.A.D. se composera de :

- seize chambres individuelles d'environ 20 m² chacune avec salle de bain ;
- un bureau polyvalent de 17 m² ;
- un bureau cadre de 10 m² ;

Secrétariat : S.D.I.S.

La Haute Limouillère - Route de Saint-Roch

37230 FONDETTES

Téléphone : 02 47 49 69 46

- un local détente personnel de 12 m² ;
- une salle Snoezelen/bien-être de 12 m² ;
- une salle kiné/ergo/sophro de 12 m² ;
- une salle d'activités/cuisine thérapeutique de 23 m² (dont la puissance utile des appareils de cuisson n'est pas précisée) ;
- un office de 22 m² (dont la puissance utile des appareils de cuisson n'est pas précisée) ;
- un bureau IDE/transmissions de 24 m² ;
- une salle de soins de 20 m² ;
- une pharmacie de 12 m² ;
- un local ménage de 6 m² ;
- un local rangement/stockage de 11 m² ;
- un local linge propre de 8 m² ;
- un local linge sale/déchets de 10 m² ;
- une salle à manger/salle de vie de 87 m² ;
- une salle d'activités salon/activités de 19 m² ;
- trois sanitaires ;
- une réserve N°1 ;
- un jardin extérieur sécurisé.

L'U.H.R. se composera :

- quatorze chambres individuelles d'environ 20 m² chacune avec salle de bain ;
- un local ménage de 4 m² ;
- une salle à manger/salle de vie de 62 m² ;
- une salle d'activités salon/activités de 22 m² ;
- deux sanitaires (personnel et résidents) ;
- deux jardins extérieurs sécurisés.

La pharmacie, le local linge propre, le local rangement, le local linge sale/déchets, ainsi que les locaux ménage seront considérés comme des locaux à risques moyens et isolés réglementairement.

Il sera installé un désenfumage naturel dans les circulations accessibles au public qui pourra être déclenché à partir du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie.

Le groupe électrogène existant permettra de secourir l'ensemble des installations de l'établissement. Le système de sécurité incendie de catégorie A actuel, associé à un équipement d'alarme de type 1, sera étendu aux nouveaux locaux (excepté les sanitaires) avec diffusion de l'alarme générale sélective. Il sera également mis en place des tableaux de report de signalisation et le déverrouillage des portes contrôlées sera assuré sans temporisation dès le déclenchement de l'alarme.

Enfin, les fluides médicaux viendront en extension de l'existant et seront distribués depuis les installations de production du bâtiment existant, en respectant les articles U 51 à U 64.

Il est précisé dans la notice de sécurité qu'au rez-de-chaussée, l'évacuation des personnes à mobilité réduite se fera par les issues de secours débouchant directement sur l'extérieur et que le personnel sera formé pour assurer l'évacuation immédiate de ces personnes.

Est joint au dossier, un cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie.

La défense incendie est assurée au moyen d'un hydrant situé à 130 mètres de l'établissement présentant un débit de 120 m³/h sous 1 bar de pression (relevé du PI n° 371390-00102 en date du 04/09/2023).

2 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Ce projet est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R 143-1 à R 143-47 ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

2.1 Classement actuel inchangé

Type : UHe

Catégorie : 3^e Effectif : 654 personnes (290 couchages)

- 560 personnes au titre du public ;
- 94 personnes au titre du personnel.

2.2 Historique des demandes de dérogations au règlement de sécurité :

Les dérogations suivantes ont été acceptées :

- 1°)- Considérant que les deux locaux (linge sale et local poubelles) seront réalisés conformément aux dispositions des articles U 13, CO 27 à CO 29, donc isolés au moyen de murs et planchers coupe-feu de degré une heure, avec bloc-porte coupe-feu de degré une heure, doté d'un ferme-porte, sans incidence directe sur le compartimentage d'origine régi par l'article U 10, la commission de sécurité **accepte** de conserver le zonage U 10 d'origine et de conserver le scénario de sécurité S.S.I. existant en l'appliquant aux nouveaux locaux.
(Avis SCE130105 en date du 03/01/2013).
- 2°)- La commission de sécurité **accepte** la mise en place d'un contrôle d'accès aux portes de l'escalier permettant d'accéder à la salle d'activités de l'étage à condition que la temporisation du dispositif de contrôle des issues soit inférieure à 8 secondes (article CO 46 § 2b). Dans le cas où la pathologie des patients nécessiterait une surveillance particulière remettant en cause cette temporisation, il conviendra de déposer un nouveau dossier auprès de secrétariat de la commission de sécurité sous couvert du Maire (articles 143-13 du code de la construction et de l'habitation et U 21 § 1 de l'arrêté du 10 décembre 2004 modifié).
(Avis SCE130105 en date du 03/01/2013).
- 3°)- La commission **accepte** la demande de dérogation au règlement de sécurité vis-à-vis de la présence des portes automatiques vitrées servant de séparation physique pour des raisons d'hygiène. Les portes font l'objet d'une vérification permettant d'attestation de la conformité à l'article CO 48 par une entreprise agréée.
En mesures compensatoires, la zone cuisine et les locaux exploités disposent en plus de deux autres issues de secours identifiées.
(Avis SCE212614 en date du 08/07/2021).

3 PERSONNES PRÉSENTES

3.1 Membres avec voix délibérative :

- | | |
|--|--|
| - Président : Contrôleur Général Dominique PORTENARD | - Gendarmerie : / |
| - S.I.D.P.C. : Mme Cécile LEMAITRE | - S.D.I.S. : Ltn Vincent GILLET |
| - D.D.T. : M. Rado RALIJAONA | - Municipalité : avis écrit motivé en date du 31/01/2025 |

4 AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

Dossier étudié par : Lieutenant PERRUDIN Olivier

Entendu le rapporteur du dossier, Ltn Vincent GILLET, la sous-commission émet un avis :

FAVORABLE

4.1 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier :

- 1°)- Faire procéder pendant les travaux, par un organisme agréé aux contrôles techniques prévus par les articles R 143-34 du code de la construction et de l'habitation et GE 7 du règlement de sécurité.
- 2°)- Tenir à jour le registre de sécurité, où seront notamment consignées les dates des travaux réalisés, leur nature et les noms des entrepreneurs (article R.143-44 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°)- Transmettre 5 semaines au moins avant l'admission du public une demande d'autorisation d'ouverture au maire de la commune de LUYNES ainsi qu'au secrétariat de la commission de sécurité, afin qu'une visite de réception soit organisée (article R 143-38 du code de la construction et de l'habitation).

Pour être prise en compte, cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- arrêté municipal d'autorisation de travaux,
 - attestation du maître d'ouvrage concernant la solidité le cas échéant,
 - attestation et conclusions du bureau de contrôle concernant la solidité lorsque cette mission est obligatoire.
- 4°)- Transmettre une semaine au moins avant la date de la visite de réception des travaux au secrétariat de la commission de sécurité les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par un organisme agréé (article 48 du décret n° 95-260 modifié).

4.2 Prescriptions techniques :

Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la sous-commission propose la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- 1°)- Désigner un coordinateur système de sécurité incendie (S.S.I.) conformément à la norme NFS 61-931 qui aura pour mission :
Phase de réalisation :
 - suivi de la cohérence entre les différents équipements du S.S.I. ;
 - création du dossier d'identité du S.S.I. ;
 - respect du Cahier des Charges et suivi des essais fonctionnels de S.S.I. ;
 - établissement du procès-verbal technique et résultat des essais réalisés.Phase de réception :
 - mise à jour du dossier d'identité du S.S.I. ;
 - procès-verbal de réception de l'installation ;A la réception technique : un dossier d'identité du S.S.I., Procès-verbal de réception, Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux portant exclusivement sur le S.S.I. (article MS 73).
- 2°)- Isoler la réserve N°1 par des murs et un plancher haut coupe-feu de degré une heure avec un bloc-porte coupe-feu de degré 1/2 heure équipé d'un ferme-porte (articles CO 28 et U 13).

- 3°)- Isoler la cuisine thérapeutique et l'office (si la puissance utile des appareils de cuisson est supérieure à 20 kiloWatts) par des murs et un plancher haut coupe-feu de degré une heure avec un bloc-porte coupe-feu de degré 1/2 heure équipé d'un ferme-porte (articles CO 28 et U 13).
- 4°)- Dans le cas où les travaux seraient réalisés en présence du public, respecter les dispositions de l'article GN 13 notamment en ce qui concerne l'accessibilité des engins de secours sur le site, la qualification du personnel chargé de l'exécution des travaux, l'isolement du lieu de travail, le libre accès aux dégagements, la manœuvre facile des sorties de secours, le maintien des installations concourant à la sécurité... Interdire tous les travaux dangereux en présence du public.

NOTA : Le dossier est conservé au secrétariat de la commission de sécurité.

Le Président de séance,

Contrôleur Général Dominique PORTENARD

Affaire suivie par :
Service Habitat Construction
unité Construction Accessibilité
Assistants accessibilité
Tél. : 02.47.70.81.25
Courriel : ddt-accessibilite@indre-et-loire.gouv.fr

Sous-commission d'accessibilité

Réunion du jeudi 6 février 2025

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITÉ
AUX PERSONNES HANDICAPÉES**

Procès verbal

Textes de référence

VU le Code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 165-1, L. 122-3 et L. 141-2 du Code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 037 139 24 U 0003

N° urbanisme : PC 037 139 24 U 0014

Commune : LUYNES

Demandeur : CENTRE HOSPITALIER JEAN PAGÈS

Nom établissement : **CENTRE HOSPITALIER JEAN PAGÈS**

Adresse des travaux : 20-28 avenue du Clos Mignot

Type / catégorie ERP : U Etablissements de soins / 3

Nature des travaux : Réorganisation de l'unité de 30 lits, dédiée aux personnes âgées désorientées (unité de sécurité) et restructuration plus extension du bâtiment "Phénix".

Demande de dérogation : non

Membres permanents de la commission présents :

Voir le procès-verbal de la sous-commission ci-joint.

Le représentant de la commune : Michel HIRTZ adjoint délégué aux ERP privés de la commune, présent à la sous-commission

Prescriptions

Portes (poignée rallongée) pour les angles rentrants de chaque chambre (y/c les portes des salles de douche)

Les poignées de porte répondront aux exigences suivantes :

- être facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », y compris par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet
- leur extrémité sera située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche du fauteuil roulant.

Vitrophanie

Les parois vitrées situées sur les cheminements ou en bordure immédiate de ceux-ci doivent être repérables par des personnes de toutes tailles à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et visibles de part et d'autre de la paroi.

Ces éléments contrastés sont collés, peints, gravés ou incrustés dans les vitrages.

Il est recommandé de disposer les motifs à l'intérieur et à l'extérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5 cm, situées respectivement à 1,10 m et 1,60 m de hauteur.

Contrastes visuels

Au vu des éléments fournis dans la notice d'accessibilité, il conviendra d'apporter une attention particulière au traitement des contrastes des couleurs employées pour les murs, sols et portes, afin de faciliter le déplacement des personnes malvoyantes.

Les dispositifs de commande tels que bouton, interrupteur, poignée, seront également repérés par un contraste visuel ou tactile.

Signalétique

Une obligation légale mise en place par la loi de 2005 relative à l'égalité des droits des personnes handicapées. Depuis cette réglementation, l'installation de la signalétique est devenue obligatoire afin de permettre à chaque individu d'accéder aux informations et services proposés dans les lieux publics.

Ressaut - Chanfrein

Le ressaut de 2 cm maximum à l'entrée est une tolérance de la réglementation qui doit être évitée dès lors que les circonstances le permettent. S'il est indispensable, son traitement par chanfrein est toujours préférable en termes d'usage, au principe de bord arrondi qui crée bien souvent un obstacle à la roue de nombreux appareils ainsi qu'aux personnes mal-marchantes.

Cette hauteur maximale peut toutefois être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %.

Circulations intérieures horizontales

L'aménagement intérieur devra garantir les largeurs minimales de cheminement de 1,40 m, les espaces d'usage devant les mobiliers et équipements accessibles au public, les espaces de retournement indispensables aux changements de direction ainsi que les espaces de manœuvre de portes conformes à la réglementation en vigueur (1,40 m x 1,70 m en poussant et 1,40 m x 2,20 m en tirant).

Caisse d'accueil / Mobilier

La loi N° 2005-102 du 11 février 2005 « Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service situés dans les établissements recevant du public ou dans les installations ouvertes au public doivent pouvoir être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne doit pas créer d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle. » Art 11

La hauteur du mobilier doit être comprise entre 0,90m et 1,30m. Il faut un vide d'au moins 0,30 m de profondeur (0,50 m de préférence), 0,60 m de largeur **permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant** lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire, utiliser un clavier.

Cheminements extérieurs – revêtement de sol du patio

Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible entre le stationnement et l'entrée de l'établissement sera non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue d'un fauteuil roulant.

Le revêtement du cheminement accessible doit présenter un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.

Si le choix du matériau se portait sur des graviers ; une attention sera portée à leur mise en œuvre et en particulier sur la granulométrie des matériaux de remplissage.
En effet, les graviers peuvent constituer un obstacle au déplacement et sont de ce fait déconseillés.

Douche adaptée

Il est préférable de proposer un tabouret afin que les personnes puissent le positionner à l'endroit qui leur convient le mieux et éviter ainsi de se retrouver avec la robinetterie dans le dos.

Sanitaires adaptés – cuvette rallongée

L'axe de la cuvette doit être implanté entre 0,40 m et 0,50 m maximum du mur arrière.
Lorsque que le réservoir du sanitaire est encastré ou en hauteur, il convient de mettre une cuvette rallongée ou modifier le bâti-support de sorte que l'espace de transfert soit au plus près de la cuvette.

Sanitaire adapté des chambres – barre de tirage

Le sanitaire adapté doit comporter un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré (type barre de tirage).

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable au projet avec 7 votes dont 7 votes favorables**.

Cet avis est assorti des prescriptions énumérées ci-dessus.

Rappels réglementaires :

À l'issue des travaux, conformément aux dispositions des articles L.122-9 et R.164-1 du Code de la construction et de l'habitation, transmettre au maire, l'attestation établie par le contrôleur technique ou un architecte, autre que celui qui a signé la demande de permis de construire, qui constate que les travaux respectent les règles d'accessibilité applicables (cf. arrêté du 20/04/2017).

Un exemplaire supplémentaire de cette attestation inspirée de l'annexe n° 3 de l'arrêté du 3 décembre 2007 sera transmis à la direction départementale des territoires d'Indre-et-Loire.

La procédure est dématérialisée en suivant ce lien :

<http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Accessibilite/Accessibilite-dematerialisee-Teledeclarer-le-niveau-d-accessibilite-de-son-ERP>

Conformément à l'arrêté du 19 avril 2017, un registre public d'accessibilité doit être créé dans tout ERP afin d'informer le public du degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations.

Il doit être consultable sur place.

La liste des pièces constitutives de ce registre est disponible à l'adresse suivante : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Accessibilite/Accessibilite-obligation-de-cree-un-registre-d-accessibilite-pour-tous-les-ERP>

A TOURS, le 7 février 2025
Le Préfet et par délégation,
La présidente de la commission,



Patricia CHARTRIN